

# FOCUS CONJONCTURE

JANVIER 2022

L'EXPLOSION DES COÛTS  
FREINE LA RELANCE

FOCUS CONJONCTURE – Publication semestrielle de la Fédération des Entreprises de Belgique

**RÉDACTION**

Anouar Boukamel, Edward Roosens

**SECRÉTARIAT DE RÉDACTION**

Anne Michiels

**TRADUCTION**

Service de traduction FEB

**RESPONSABLE DES PUBLICATIONS**

Stefan Maes

**ÉDITEUR RESPONSABLE**

Stefan Maes, Rue Ravenstein 4, 1000 Bruxelles

Date de publication : 7 janvier 2022

Deze brochure is ook verkrijgbaar in het Nederlands.  
Cette publication peut être lue en ligne sur [www.feb.be](http://www.feb.be) > Publications

**ISSN**

2736-4399

# L'EXPLOSION DES COÛTS FREINE LA RELANCE

## EXECUTIVE SUMMARY

**Anouar Boukamel**

Attaché au Centre de compétence  
Économie & Conjoncture



Deux fois par an, la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) interroge ses fédérations sectorielles pour mesurer la température économique. Sur base de cette enquête (menée durant le mois de novembre), elle dresse le bilan de la situation économique belge et ses prévisions pour le semestre à venir.

- Il en ressort que la plupart des secteurs confirment que le rétablissement s'est poursuivi au premier semestre de 2021. La situation économique actuelle (novembre) était jugée comme normale ou mieux que normale par deux tiers de nos fédérations sectorielles. Ce n'est donc pas une surprise que les chiffres du PIB montrent que l'économie belge a retrouvé son niveau de fin 2019 au troisième trimestre de 2021.
- Pour les six mois à venir, l'optimisme est beaucoup moindre. Seulement 16% de nos secteurs s'attendent à une amélioration de la situation économique (contre 25% en mai) et 42% s'attendent plutôt à une détérioration (contre aussi 25% en mai).
- La baisse de l'optimisme est indissociable de l'explosion des coûts que de nombreuses entreprises ont subie et vont encore subir. Premièrement, il y a l'énorme augmentation des coûts de l'énergie. De plus, la plupart des autres matières premières et ressources sont devenues beaucoup plus chères.  
  
Enfin, l'indexation automatique des salaires entraînera à elle seule une augmentation des coûts salariaux de 5 à 6% en 2021-2022, alors que le calcul de la norme salariale tablait sur 2,8%. Par ce seul fait, la compétitivité des entreprises reculera de 2 à 3%.
- Le rythme de la croissance est aussi contraint par un certain nombre d'autres risques : les pénuries sur le marché du travail vont-elles encore plus accentuer les hausses de coûts salariaux des entreprises ? La pénurie de certaines marchandises industrielles (ex. les puces électroniques) et dans les transports internationaux va-t-elle durer longtemps ? Et la vaccination offrira-t-elle une protection suffisante contre les nouveaux variants ?
- Dans ce contexte difficile, les entreprises continuent quand même d'investir, surtout dans l'innovation et le digital. La moitié de nos secteurs estiment que la croissance des investissements va encore s'accélérer.
- Somme toute, néanmoins, il est fort probable que la croissance va perdre de son élan lors du premier semestre de 2022 et que le retard de croissance dû au COVID, ne va pas être rattrapé rapidement.

### **Activité économique : ferme reprise en première moitié de 2021, mais perte d'élan en vue**

Les résultats de l'enquête montrent que le redressement économique s'est affermi au premier semestre 2021. Nous avons désormais presque deux tiers des répondants qui déclarent un niveau d'activité économique actuel égal ou supérieur à la normale (contre 50% en mai) et aussi moins de secteurs pessimistes (36% contre 50%). Concernant les perspectives économiques dans six mois, l'optimisme a fortement reculé. Aujourd'hui, il y a moins de secteurs anticipant une hausse d'activité dans six mois : alors qu'ils étaient cinq en mai, ils ne sont désormais plus que trois (l'intérim, les TIC et la construction), parmi lesquels on ne retrouve plus aucun secteur industriel. Il y a aussi 42% de nos secteurs qui s'attendent à une détérioration du climat économique (contre 25% en mai).

### **Emploi : un peu plus de la moitié des secteurs s'attend à un maintien de l'emploi dans les 6 mois**

L'approche prospective des secteurs concernant l'emploi est restée stable par rapport à notre enquête précédente. Un peu plus de la moitié des répondants s'attend à ce que l'emploi retrouve son niveau normal dans six mois.

### **Les entreprises vont continuer à investir**

Plus de 50% des répondants comptent augmenter leurs investissements dans les six prochains mois. En mai, ils n'étaient que 15% des secteurs à en avoir l'intention. Une hausse des attentes d'investissements qui est poussée par l'innovation et la numérisation. 80% déclarent que l'importance de l'investissement en innovation est forte.

### **Perspectives économiques : une croissance de 5,4% en 2021 puis de 2,2% en 2022**

De l'enquête réalisée auprès de nos secteurs, il ressort que l'économie belge s'est plus ou moins rétablie du choc de 2020 dans les trois premiers trimestres de 2021. Le niveau d'avant la crise (dernier trimestre 2019) a été retrouvé au troisième trimestre de 2021. La croissance serait dès lors de 5,4% en 2021, mais faiblirait assez fortement jusqu'à 2,2% en 2022.

En effet, les résultats de notre enquête montrent que la reprise devrait perdre de son souffle dans les prochains mois. Les entreprises ont été confrontées à quelques évolutions préoccupantes ces derniers mois et d'autres risques pointent à l'horizon des entreprises.

En premier lieu, **la forte hausse des coûts des entreprises** affecte les perspectives. En plus de la flambée des prix énergétiques et des prix d'autres matières premières et intrants, les entreprises vont être confrontées dans les mois qui viennent à une forte augmentation des coûts salariaux. **L'accélération de l'inflation va provoquer**, via le mécanisme d'indexation automatique, une hausse immédiate des coûts salariaux. À côté de cela, les pénuries sur le marché du travail risquent de générer une dérive des salaires et ainsi remettre une couche supplémentaire aux hausses des coûts salariaux.

Par conséquent, **la compétitivité des entreprises pourrait se détériorer de plusieurs points de pour cent** vis-à-vis des entreprises des pays voisins. Cela ne restera pas sans conséquence pour nos parts de marché à l'exportation.

De surcroît, de nouvelles vagues de COVID, avec des variants plus virulents ou résistants aux vaccins (ex. Omicron), entraînant de nouvelles restrictions sanitaires, pourraient (à nouveau) avoir des effets négatifs sur la croissance économique.

## Recommandations : stimuler la croissance et l'emploi

### 1. Les employeurs peuvent participer à la campagne de vaccination

Premièrement, il faut faire face à la crise sanitaire en offrant au plus vite une injection de rappel du vaccin à une proportion aussi importante que possible de la population. Le gouvernement peut certainement faire appel aux grands employeurs pour vacciner vite et efficacement. En outre, il ne peut être question de fermer à nouveau les entreprises de production ou le commerce. L'application correcte des protocoles sectoriels existants concernant la distanciation, l'organisation du travail (qui a déjà en soi un impact défavorable sur la productivité), l'hygiène et la ventilation doit suffire.

### 2. Remédier à la crise de la compétitivité et de l'énergie

Le gouvernement peut remédier à la crise de compétitivité en supprimant, bloquant temporairement ou réformant structurellement l'indexation automatique des salaires. Il faut pour le moins maintenir et appliquer correctement la loi sur la norme salariale. Il peut faire face à la crise de l'énergie en réduisant temporairement les taxes sur l'énergie et en choisissant un mix énergétique qui garantira à notre pays une énergie abordable et sûre à long terme.

### 3. Du travail flexible pour un maximum de personnes

Pour stimuler le marché du travail, nos autorités publiques pourraient, en bonne collaboration avec les partenaires sociaux, alléger les charges sur le travail tant pour les travailleurs que pour les employeurs, créer un meilleur climat pour l'e-commerce en n'appliquant le régime du travail de nuit qu'à partir de minuit, réintégrer autant que possible les 500.000 malades de longue durée sur le marché du travail et instaurer un bon système d'apprentissage tout au long de la carrière qui motive et responsabilise tous les acteurs concernés (tous les citoyens en âge de travailler, les autorités publiques, les travailleurs, les employeurs, les services de l'emploi, l'enseignement).

*« Nous sommes confrontés à des prix de l'énergie structurellement plus élevés et à une politique de la BCE qui pousse l'inflation à la hausse. Le risque est réel que notre système d'indexation automatique des salaires n'engendre une nouvelle spirale salaires-prix. Nous savons d'expérience combien cela peut être dévastateur pour l'emploi et donc pour le pouvoir d'achat de la population. Nous avons besoin à présent – et sans attendre - d'actions claires pour garder nos entreprises ouvertes, mettre un maximum de gens au travail et sauvegarder la compétitivité de notre pays. Il y a encore une chance d'éviter que la Belgique redevienne le canard boiteux de l'Europe. Mais tous les indicateurs sont aujourd'hui à l'orange et il est urgent d'éviter qu'ils ne passent demain au rouge », conclut Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB.*

## SOMMAIRE

### 1 ÉCONOMIE MONDIALE p. 10

Situation épidémiologique

Situation économique

Prix des matières premières

---

### 2 ÉCONOMIE BELGE p. 16

Activité économique

Marché du travail

Investissements

---

### 3 RISQUES ET PRÉVISIONS p. 30

---

### 4 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS p. 33





## FACTS & FIGURES

### L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE A ÉTÉ FERME AUX 2<sup>E</sup> ET 3<sup>E</sup> TRIMESTRES DE 2021

- Avec des taux de croissance de **1,7%** et **2%**
- Le niveau du PIB d'avant-crise a été atteint au 3<sup>e</sup> trimestre 2021, deux trimestres plus tôt qu'attendu
- Dans notre enquête de novembre : **64%** des répondants déclarent une activité normale ou supérieure à la normale (contre **50%** en mai)

L'indexation automatique va entraîner, à elle seule, une hausse des coûts salariaux de **5 à 6%** en 2021-2022, contre une prévision du CCE de **2,8%**

Les pénuries sur le marché du travail et le risque de « wage drift » en rajouteront une couche en matière de coûts salariaux



### DANS LES SIX PROCHAINS MOIS, LA CROISSANCE VA PERDRE DE SON ÉLAN



- **42%** de nos secteurs s'attendent à une **détérioration** du climat économique, contre 25% en mai
- Seulement **3** de nos secteurs s'attendent à une **amélioration** de l'activité économique, contre **5** en mai

- **Plus de 70%** de nos secteurs font face à des **pénuries de matériaux/intrants** aussi importantes qu'il y a six mois
- Les prix à la production ont grimpé de **37%** depuis mai 2020
- Près de **50%** de nos secteurs vont devoir répercuter ces hausses des coûts **dans une large mesure** sur les prix finaux (contre 20% en mai)

La **compétitivité** des entreprises va se **détériorer** d'au moins **2%** en 2022

### LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES VONT PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE

**52%** de nos secteurs s'attendent encore à une augmentation



Pour **82%** de nos entreprises, **l'innovation** est le motif principal pour les investissements

### LA SITUATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL SERA PLUTÔT STABLE

**52%** des secteurs s'attendent à un maintien de l'emploi, **32%** à une petite baisse

### CROISSANCE ÉCONOMIQUE

EN 2021

**5,4%**

EN 2022

**2,2%**



# 1 Économie mondiale

## Situation épidémiologique

Même si nous vivons depuis deux années sous le signe du COVID-19, on ne peut raisonnablement discuter de conjoncture économique en faisant abstraction de la situation sanitaire. Selon les dernières données de l'OMS, 257 millions de contaminations ont été enregistrées et plus de 5 millions de personnes ont perdu la vie du fait du virus.

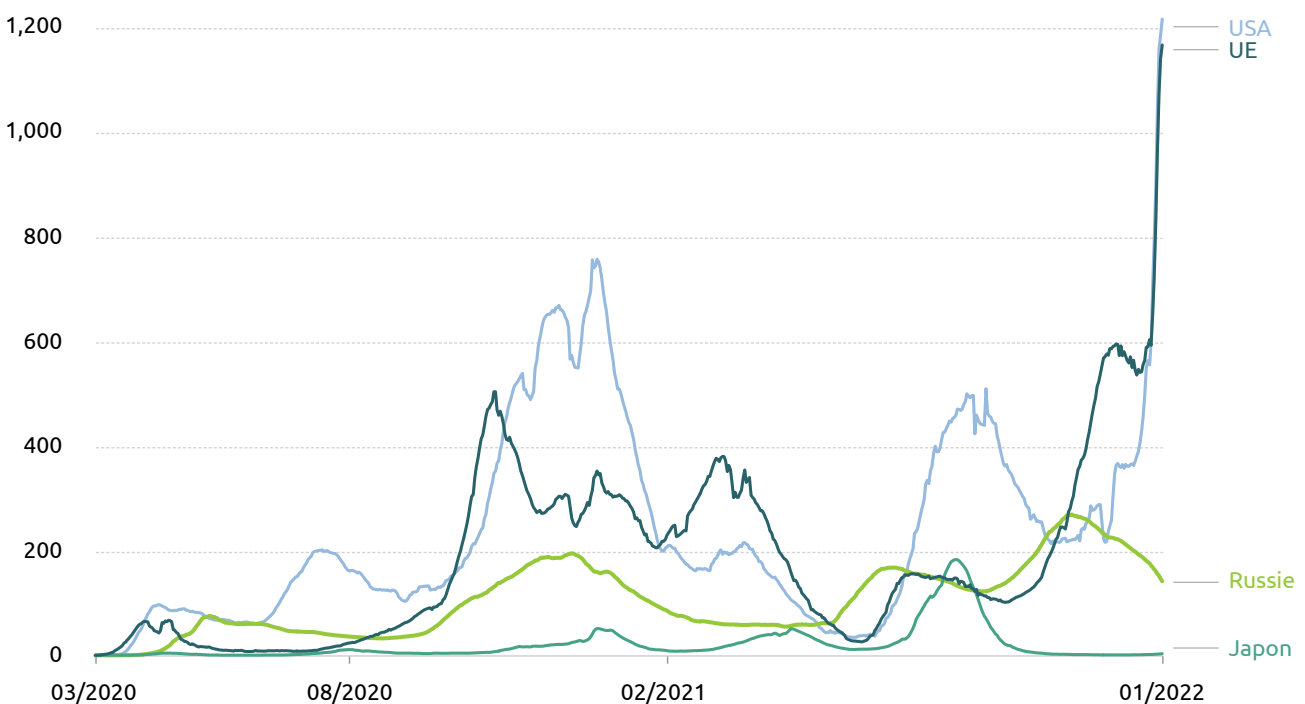
Aux **États-Unis**, le rapide déploiement de la campagne de vaccination a permis, après des débuts pour le moins hasardeux, d'accélérer la lutte contre le virus. Cependant, un plateau a lui aussi été rapidement atteint en matière de couverture vaccinale. Ce plateau étant in fine trop bas, les contaminations sont reparties à la hausse à la fin de l'été puis de

nouveau en novembre, période grippale « classique ». Au total, le pays en est à plus de 47 millions de contaminations et 767.000 morts.

En **Europe**, les trois vagues de contaminations ont affecté 84 millions de personnes et causé 1,5 million de morts. Grâce à la bonne progression de la vaccination, la situation s'est fortement améliorée en seconde moitié de 2021 et la maîtrise de la pandémie n'avait jamais semblé aussi proche. Cependant, l'approche de l'hiver étant toujours plus propice à la dissémination de virus, une nouvelle vague s'est dessinée d'abord en Europe de l'Est, puis s'est répandue vers l'Europe occidentale et a notamment touché l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique. Fin 2021, cette quatrième vague (variant Delta) a commencé à faiblir, mais au même moment les infections au variant Omicron sont en augmentation au Danemark et au Royaume-Uni.

### GRAPHIQUE 1

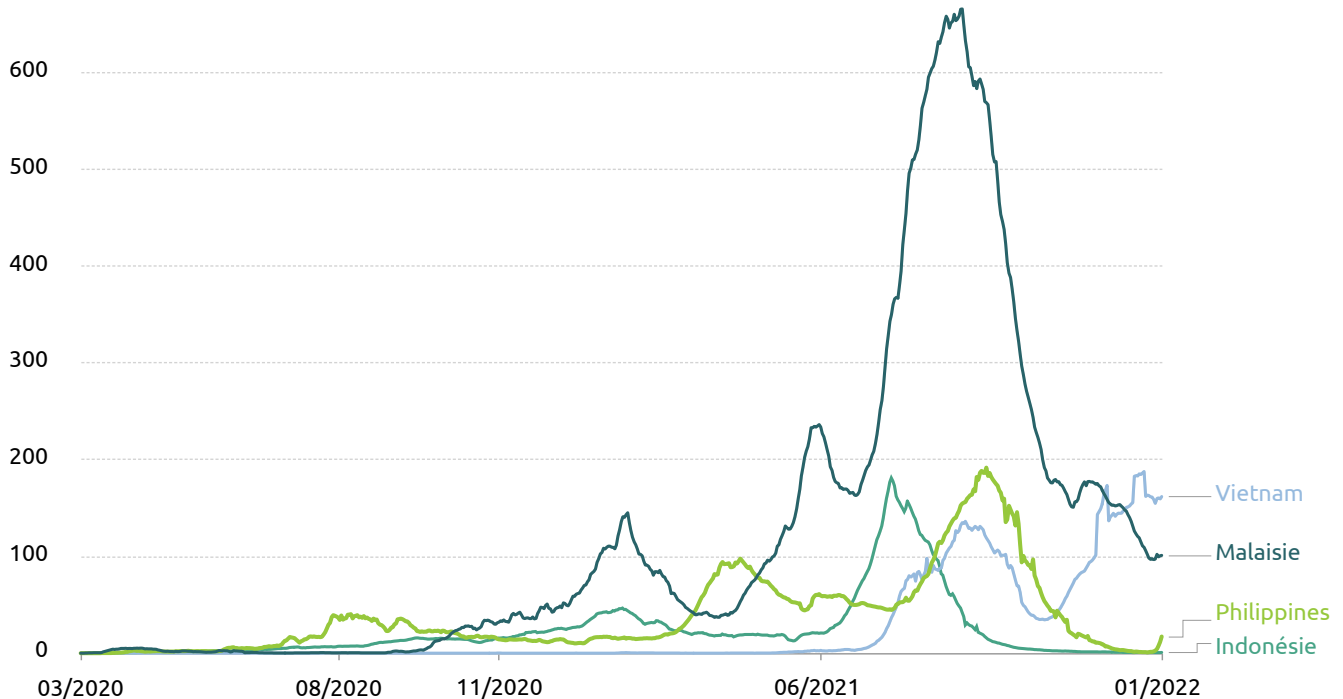
Nouveaux cas quotidiens confirmés de COVID-19 par million d'habitants (Europe, États-Unis, Japon et Russie)



SOURCE Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

GRAPHIQUE 2

Nouveaux cas quotidiens confirmés de COVID-19 par million d'habitants  
(Asie du Sud-est)



SOURCE Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

Les pays d'**Asie du Sud-est** avaient aussi été plutôt épargnés par la pandémie en 2020, mais ils ont malheureusement dû faire face à une résurgence extrêmement forte du variant Delta en été. Alors que la reprise dans les économies avancées passait à la vitesse supérieure, la situation sanitaire dans ces pays a forcé les autorités à renforcer les mesures. Cela a fortement impacté la production industrielle, notamment la production de microprocesseurs, intensifiant les perturbations en matière d'intrants d'ores et déjà causées par la pandémie.

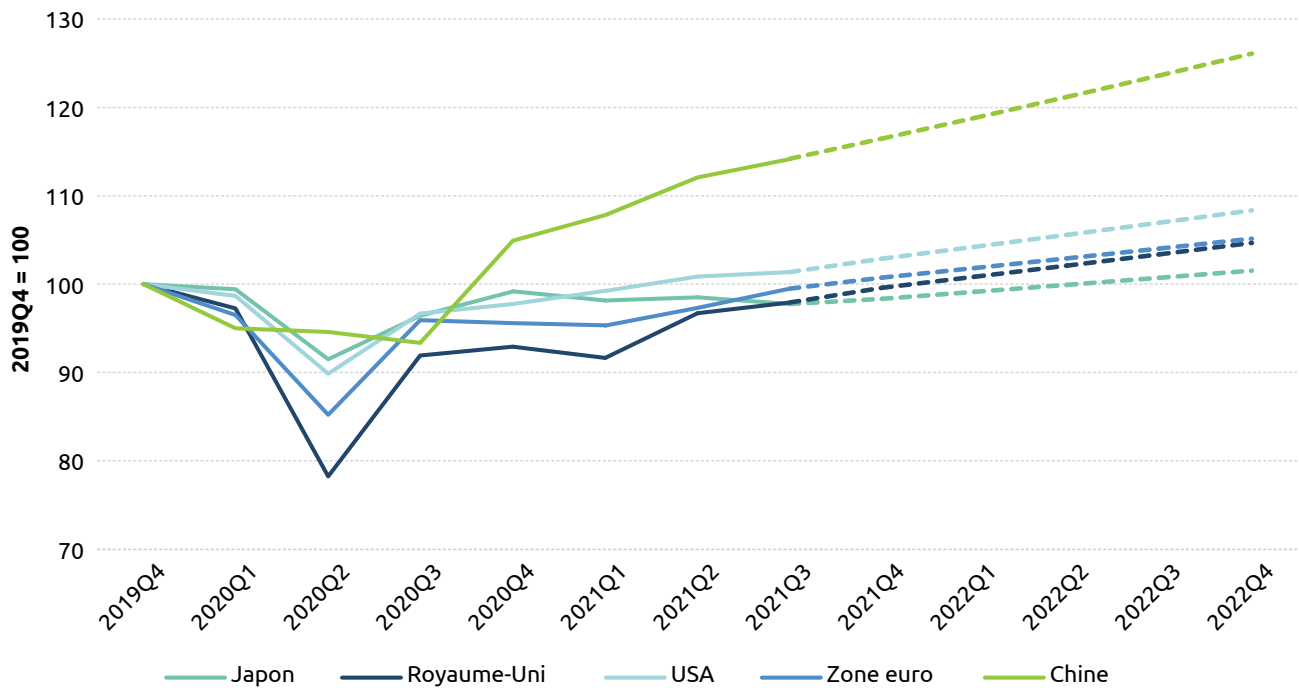
### Situation économique

La pandémie a, en 2020, indéniablement causé un choc économique brutal, dont l'ampleur a sensiblement varié entre les différents secteurs d'activité. Les conséquences négatives sur l'activité ont donc grandement varié selon la structure économique des pays.

En effet, l'industrie s'est in fine plutôt rapidement réorganisée et a bénéficié d'un effet de substitution de demande (vers des « biens industriels ») important. Les revenus des ménages ayant été globalement préservés alors que, dans le même temps, les mesures sanitaires mettaient un frein important à la consommation de services (HoReCa, tourisme, événementiel, etc.).

GRAPHIQUE 3

Évolution du PIB par rapport au dernier trimestre de 2019



SOURCE OCDE, NBS et Eurostat

Ainsi, après avoir connu une contraction de -3,1% en 2020, l'activité économique mondiale en 2021 est clairement à mettre sous le signe de la reprise, avec une croissance de 5,9% selon le FMI<sup>1</sup>.

Une reprise dont la force est aussi caractérisée par une grande hétérogénéité entre les pays. Par effet mécanique, il n'est pas étonnant de constater que les économies ayant le plus souffert en 2020 sont celles qui affichent en général des taux de croissance plus élevés que celles dont le choc initial a été plus mesuré.

C'est pour cela qu'il est plus intéressant d'observer à quel moment l'activité économique retrouve son niveau d'avant la crise<sup>2</sup>, comme affiché sur le graphique 3. Certaines économies ont déjà retrouvé leur niveau d'avant-

crise pendant l'année 2021, alors que pour d'autres, cela ne se produira qu'au cours de l'année 2022.

En **Chine**, point de départ de l'épidémie, la situation sanitaire a été plutôt vite contrôlée grâce à de fortes restrictions rapidement mises en place. Elle a donc plus rapidement pu entamer sa reprise et être le seul pays à connaître une croissance positive en 2020 grâce à un quatrième trimestre vigoureux. La forte demande en biens manufacturiers, de grands investissements en infrastructure et en immobilier ainsi qu'une demande en biens électroniques renforcée sont à l'origine du regain de croissance chinoise. L'élan imprimé à la croissance par ces éléments a été tel qu'il s'est transmis à l'année 2021, résultant en des chiffres de croissance impressionnants.

<sup>1</sup> IMF World Economic Outlook October 2021.

<sup>2</sup> Le dernier trimestre 2019.

Cependant, la consommation des ménages n'a pas emboîté le pas autant qu'espéré, en partie à cause de nouvelles mesures sanitaires. En effet, même si ces dernières étaient très localisées géographiquement, elles se sont tout de même avérées très strictes. De plus, la dégradation du marché immobilier impacte négativement la confiance des ménages et pèse sur la consommation et l'investissement privé. En 2022, la croissance chinoise devrait reprendre le chemin de la normalisation.

Aux **États-Unis**, le rebond a été vif et rapide, le pays retrouvant son niveau d'avant-crise dès le second trimestre de 2021. Mais ce rebond perd quelque peu de son élan en fin d'année 2021, à l'image du rythme de créations d'emplois qui déçoit ces derniers temps. Il s'agit de la conséquence du retrait graduel des impulsions budgétaires des mesures de soutien précédentes et de restrictions du côté de l'offre de plus en plus pressantes, générant une forte inflation qui pèse sur la croissance.

Malgré tout, on peut s'attendre à de nouvelles impulsions budgétaires dès 2022<sup>3</sup> et l'excès d'épargne accumulé pendant la crise par les ménages n'a pas encore été entièrement libéré. Il y a donc encore de la place pour une accélération de la croissance de la consommation et de l'investissement (privé et public) en 2022. Cependant, en ce qui concerne les ménages, il serait naïf de s'imaginer que l'intégralité de l'épargne accumulée pendant les confinements soit immédiatement transférée en consommation ou en investissement. Un scénario plus probable est que le taux d'épargne va graduellement se rétablir vers le niveau qu'il avait avant la crise, contribuant ainsi désormais de plus en plus positivement à l'accélération de la croissance de la demande intérieure.

---

<sup>3</sup> Le président Biden a ratifié le 15/11/2021 l'*Infrastructure Investment and Jobs Act* (IIJA), représentant 1.200 milliards USD d'investissement entre 2022 et 2026.

En **Europe**, la reprise est plus rapide que prévu, le niveau d'avant-crise en zone euro devant être retrouvé au troisième trimestre 2021, soit un trimestre plus tôt qu'attendu. Une croissance plus vigoureuse que prévu à attribuer en première moitié d'année 2021 à la bonne tenue de la demande intérieure et des achats de biens meilleurs que prévu, alors que les mesures sanitaires continuaient de peser sur les services.

Puis, en seconde moitié d'année, ce sont les services qui ont connu un fort rebond au fur et à mesure du relâchement des mesures sanitaires et qui ont donc fortement contribué à la création de valeur ajoutée. Alors que, dans le même temps, du côté de l'industrie, les contraintes au niveau de l'offre se montraient de plus en plus prononcées (prix des matières premières, coût du transport, pénurie sur le marché du travail, pénurie de microprocesseurs, etc.). Des perturbations telles que certaines industries (industrie automobile allemande par exemple) fonctionnent au ralenti ou doivent carrément fermer temporairement les usines et n'arrivent donc pas à satisfaire la forte demande.

Au **Royaume-Uni**, après un choc en 2020 particulièrement sévère (-9,8%), la reprise a été interrompue dans son élan par un nouveau confinement lors du premier trimestre 2021. Une fois les mesures relâchées, le rebond de l'activité a été très soutenu, mais le rythme de croissance a été pénalisé à cause de nombreuses pénuries et de l'accélération de l'inflation qui pèse sur la consommation privée.

D'ailleurs, les conséquences du Brexit et le changement de paradigme commercial qui s'en est suivi (difficultés de circulation de la main-d'œuvre, charges administratives douanières chronophages, etc.) se font ressentir

sur les échanges commerciaux. Le dynamisme des échanges commerciaux s'en trouve entravé, la croissance des exportations étant clairement plus faible que celle des importations. En termes nets, les échanges commerciaux contribuent donc négativement à la croissance du PIB au Royaume-Uni. De plus, cela exacerbe les problèmes de pénuries, occasionnant donc une inflation encore plus forte que dans d'autres économies avancées.

## Prix des matières premières

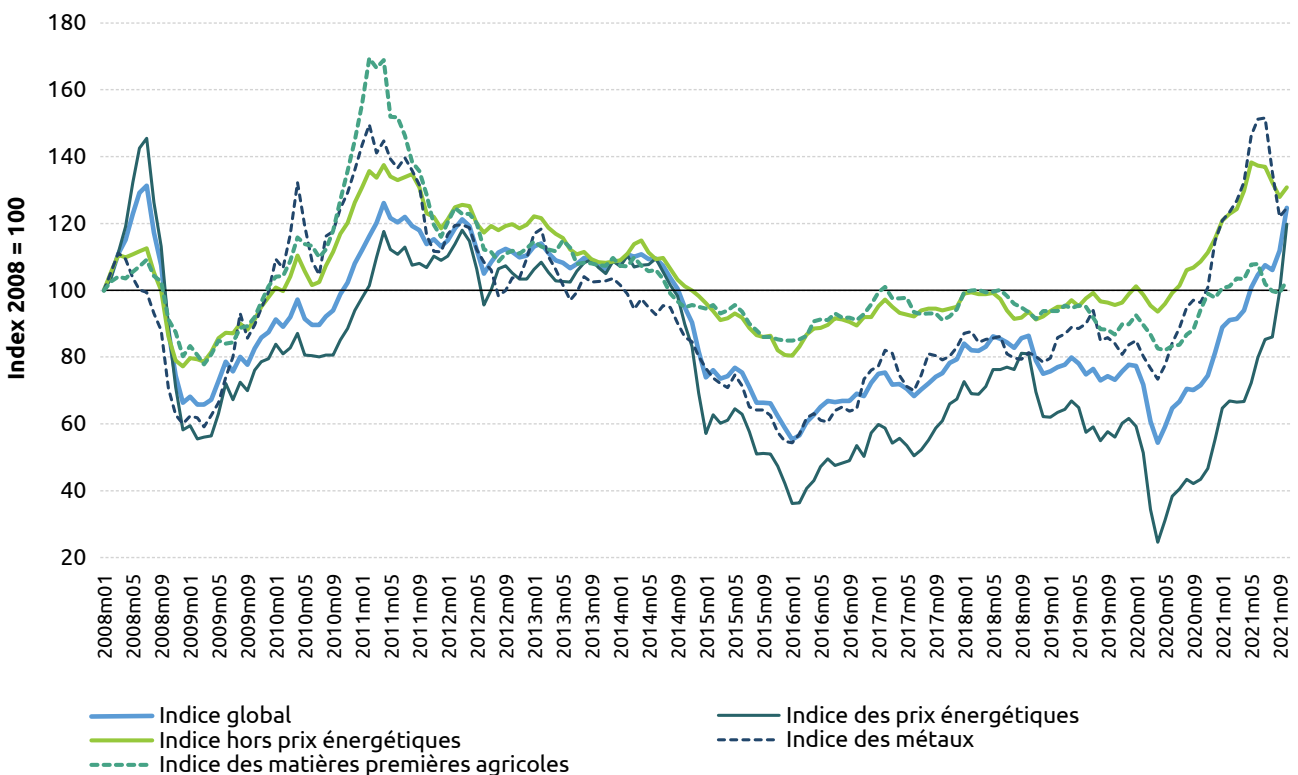
Sur le front des matières premières, après avoir atteint un minimum historique en avril 2020 (54,4<sup>4</sup>), la tendance de fond est

clairement à la hausse depuis la seconde moitié de 2020. Cette hausse s'est poursuivie en 2021, surtout sous l'impulsion des prix énergétiques, puis des métaux dans une moindre mesure. Le rattrapage puis le dépassement rapide du niveau d'avant-crise sont à mettre au crédit d'une reprise forte de la demande en matières premières (elle-même consécutive à la forte demande de biens industriels) et des difficultés d'approvisionnement.

En ce qui concerne les prix pétroliers, après avoir récupéré leur niveau d'avant la crise en fin d'année 2020, la forte hausse s'est poursuivie dans le sillage de la reprise des pays avancés. De ce fait, les stocks des producteurs se sont contractés, ces derniers

### GRAPHIQUE 4

Prix des matières premières



SOURCE JIMF

<sup>4</sup> Source : *Primary Commodity Price System (PCPS)* du FMI.

ayant sensiblement réduit la production au lendemain de l'effondrement des prix de 2020. En juillet 2021, l'OPEP+ a décidé de réduire progressivement ces restrictions sur la production et les prix devraient se stabiliser en 2022.

Mais c'est surtout le gaz qui pousse très fortement l'indice des prix énergétiques à la hausse. Entre février et août 2021, les prix du gaz naturel liquéfié en Asie ont augmenté de 132,2%. Une explosion des prix qui s'est ensuite répercutée, avec retard, sur les prix européens et américains. Cette flambée des prix s'explique principalement par l'épuisement des stocks de gaz naturel après un hiver rigoureux, associé à un été chaud dans l'hémisphère nord, au passage du charbon au gaz naturel en Asie (en tant que technologie de transition vers les énergies renouvelables) et à la forte relance de l'activité industrielle.

Quant aux prix des métaux, ils ont atteint un record sur dix ans en juillet, puis ont quelque peu reculé tout en restant à des niveaux significativement plus élevés qu'avant la pandémie. La bonne tenue du secteur industriel, de bonnes perspectives en matière d'investissements en infrastructure et les désormais habituelles ruptures d'approvisionnement à cause du COVID sont à l'origine de cette forte hausse. Une normalisation des prix n'est pas à exclure, mais de nombreuses incertitudes aussi bien à la hausse qu'à la baisse rendent les prédictions difficiles.

Du côté du coût du transport, l'effet de rattrapage du commerce international entamé dès la seconde moitié de 2020 s'est retrouvé face à une pénurie de containers. Le ralentissement initial des échanges avait mis à l'arrêt de manière impromptue les transporteurs et ils n'ont pu être remis en circulation que progressivement.

De plus, les restrictions causées par les mesures sanitaires et les pénuries de main-d'œuvre ont encore plus fait augmenter les temps d'attente dans des ports, déjà congestionnés par les importants volumes échangés lors de la reprise. Ainsi, le prix du transport <sup>5</sup> est passé de 1.290 USD en novembre 2019 à un pic historique de 11.109 USD en septembre 2021.

Depuis lors, on observe un léger nivellement des coûts de transport (9.200 USD en novembre), consécutif à une consolidation du marché du transport et à un léger ralentissement de la croissance des échanges commerciaux, mais les prix restent (et cela devrait perdurer) bien supérieurs à leurs niveaux d'avant-crise.

---

<sup>5</sup> Illustré par le *Freightos Baltic Index* (FBX).

## 2 Économie belge

[Pour visualiser la Chronologie des mesures de lutte contre l'épidémie en Belgique, cliquez ici.](#)

### Activité économique

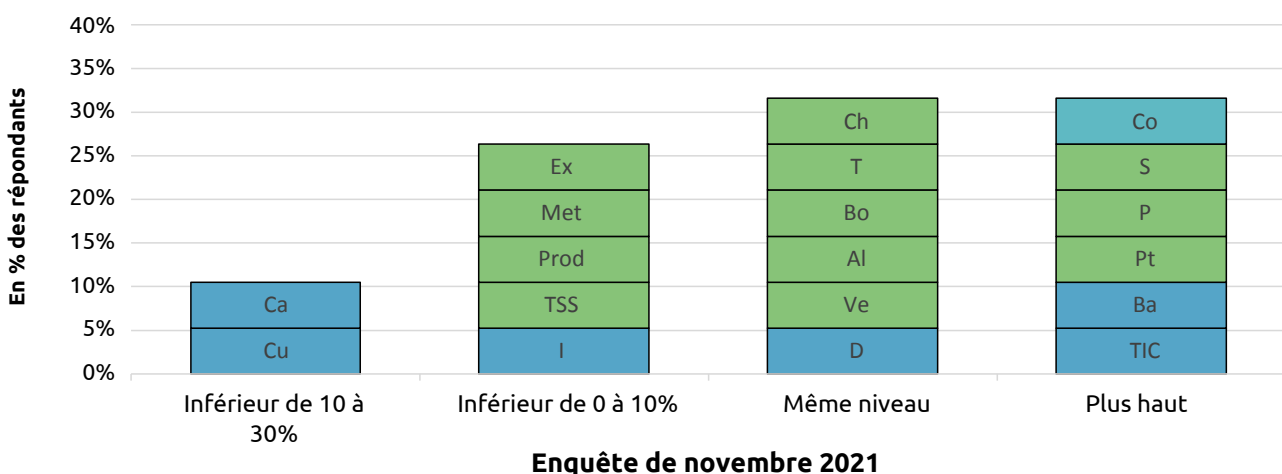
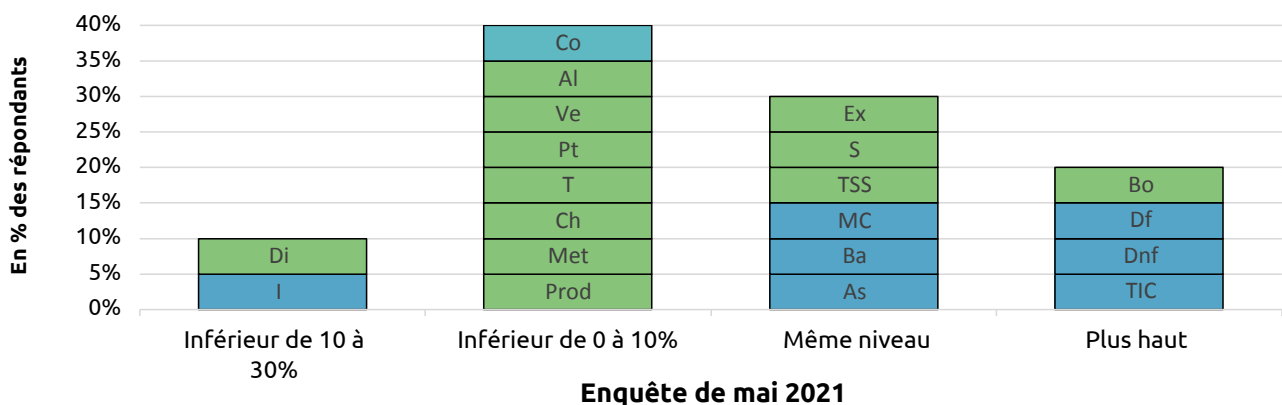
#### Niveau actuel de l'activité économique

Les résultats de notre enquête de novembre vis-à-vis de l'activité économique actuelle sont plus positifs que lors de notre enquête précédente. Nous avons désormais presque deux tiers des répondants qui déclarent un

niveau d'activité économique actuel égal ou supérieur à la normale (contre 50% en mai) et aussi moins de secteurs qui déclarent un niveau d'activité plus bas que la normale (36% contre 50%).

#### GRAPHIQUE 5

Quel est le niveau de l'activité économique dans votre secteur par rapport au niveau normal?



#### Légende :

Al : Alimentation ; As : Assurances ; Ba : Banques ; Bo : Bois ; Ca : Commerce automobile ; Cu : Commerce de camions ; Ch : Chimie ; Co : Construction ; D : Commerce ; Df : Commerce alimentaire ; Dnf : Commerce non alimentaire ; Di : Diamant ; Ex : Extraction ; I : Intérim ; MC : Management consulting ; Met : Fournisseurs aux producteurs de métal ; P : Production de papier ; Prod : Production technology and mechatronics ; Pt : Industries transformatrices du papier ; S : Sidérurgie ; T : Textile ; TIC : Technologies de l'information et de la communication ; TSS : Transport solution systems ; Ve : Verre.



Malheureusement, la proportion des secteurs plus fortement atteints (activité inférieure de 10 à 30%) n'a pas changé ; mais dans l'ensemble, il est évident que la reprise s'est affermie lors des six derniers mois.

Du côté du **secteur bancaire**, la situation s'est encore quelque peu améliorée. D'un point de vue opérationnel, le secteur a été assez peu affecté par la pandémie et a toujours pu continuer à tourner grâce à son degré élevé de digitalisation. L'important essor du marché immobilier, valeur refuge par excellence, a continué d'alimenter la déjà forte dynamique des crédits hypothécaires dans un contexte de taux bas. De plus, le nombre de faillites d'entreprises s'est avéré bien plus faible que ce qui était initialement craint. Les provisions faites en ce sens n'ayant pas dû être mobilisées, cela a amélioré les résultats.

En ce qui concerne le **commerce** pris dans son ensemble, la situation s'oriente vers une normalisation. Mais ce retour apparent à la normale en termes de chiffre d'affaires cache de grandes disparités au sein du secteur. En effet, certaines entreprises ayant fortement souffert en 2020 (les boutiques de mode, de cosmétique, etc.) voient leur chiffre d'affaires fortement augmenter en 2021, alors que certaines ayant très bien performé en 2020 (grande distribution alimentaire, jardinage, décoration intérieure, etc.) voient leur chiffre d'affaires se normaliser vers leur niveau d'avant-crise.

Par ailleurs, la crise du COVID a aussi été un catalyseur important de changement de comportement des consommateurs. Les revenus des ménages ayant été préservés pendant que de nombreux commerces étaient fermés, la demande s'est reportée sur l'e-commerce, une première pour de nombreux consommateurs. Or, on a constaté un degré élevé de fidélisation : 90% des consommateurs achetant pour la première fois en ligne le font régulièrement par la suite. Ainsi, même lorsque la situation

sanitaire était en nette amélioration, le niveau de fréquentations des centres commerciaux restait largement inférieur (20 à 30%) à son niveau d'avant-crise. Étant donné que les grandes plateformes établies hors de nos frontières se taillent la part du lion du fort développement de l'e-commerce, cette hausse de consommation privée se retrouve en partie diluée dans une hausse de nos importations.

La **production alimentaire** constate aussi une situation bien meilleure en matière de chiffre d'affaires, surtout depuis le deuxième trimestre de 2021, qui s'est avéré d'excellente facture. Mais, à cause d'une importante hausse des prix des matières premières, cette hausse du chiffre d'affaires ne se traduit pas nécessairement en une amélioration de la rentabilité. À titre d'exemple, le prix des huiles et graisses végétales (matière première indispensable à la production) a augmenté de 80%. La répercussion de ces fortes hausses de coûts de production n'étant pas proportionnellement transférée directement sur les prix finaux, de nombreux contrats de distribution n'étant négociés qu'annuellement (surtout dans la grande distribution), cela pèse déjà inévitablement sur la rentabilité des entreprises.

Quant à la **construction**, l'activité et les carnets de commandes ont retrouvé leur niveau d'avant-crise dès le début de 2021, alors que ce n'était pas encore le cas au niveau européen. Du côté résidentiel, les faibles taux d'intérêt continuent de soutenir la demande et la soif en rénovations des ménages n'est pas encore étanchée. Les investissements de ces derniers pendant les confinements précédents portaient sur des travaux de plus faible envergure et rapides à mettre en place. Dans un second temps, des rénovations plus importantes, plus chronophages et nécessitant plus de planification, alimentent les deux derniers trimestres de 2021 du secteur.

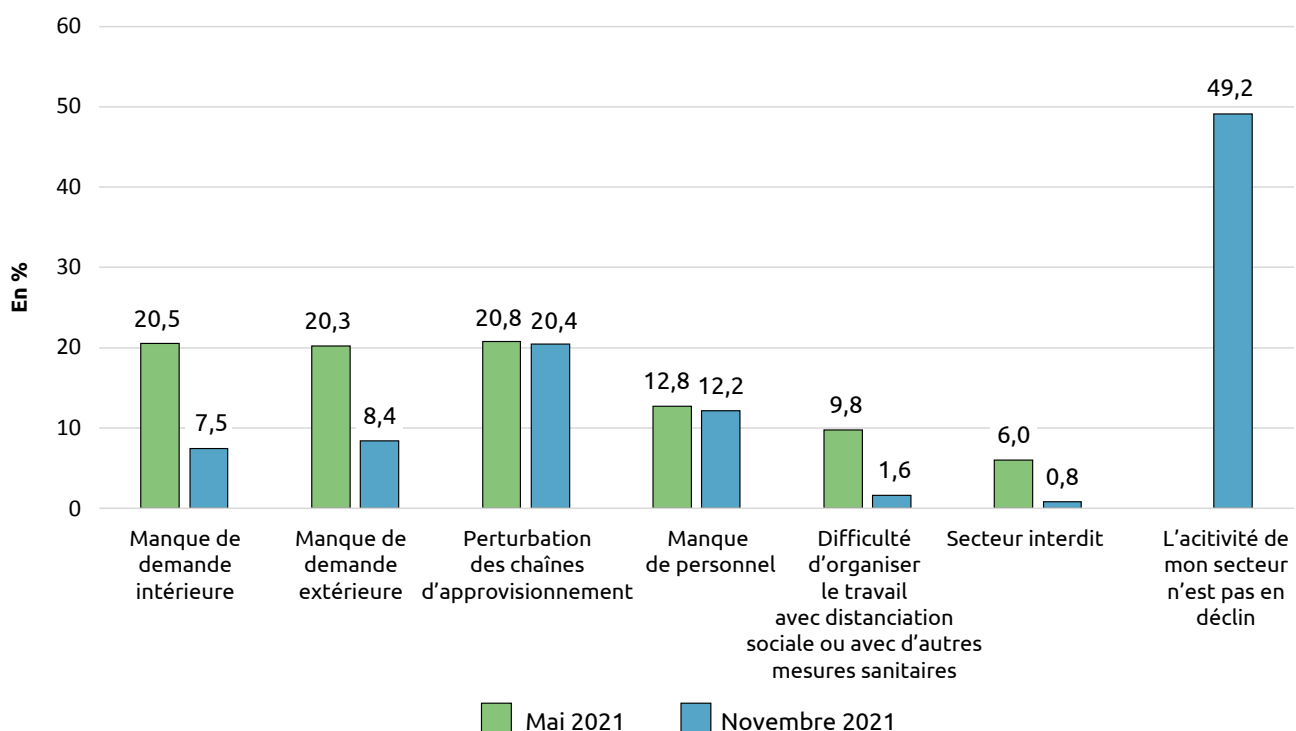
Du côté du **non-résidentiel**, le secteur n'a pas encore totalement récupéré du choc de 2020. C'est la reprise des investissements qui dicte la cadence de la reprise à ce sujet. Bien que la reprise des investissements ait été plus précoce qu'envisagé initialement, les investissements dans le bâti n'étaient pas forcément prioritaires. Dès lors, la reprise du non-résidentiel a été plus graduelle. De plus, et c'est vrai pour l'ensemble du secteur de la construction, les pénuries de matériaux et les hausses de prix ont ralenti le déploiement et l'exécution de projets. Même si le pic de la hausse de prix de certains matériaux a été dépassé et qu'une normalisation est en cours, les coûts restent significativement au-delà des niveaux d'avant la crise et devraient le rester pendant encore un certain temps.

Au niveau des **industries technologiques** (producteurs de produits métalliques, assemblage automobile, production de machines, et entreprises TIC), il n'y a aucun doute sur le fait que l'année 2021 est de meilleure facture que l'année 2020. Toujours est-il que le secteur n'a pas encore totalement récupéré et est toujours 3 à 4% en dessous du niveau d'avant-crise, avec toujours de grandes divergences en son sein.

Du côté des activités TIC, il n'y a pas vraiment eu de contraction en 2020 et la croissance s'est poursuivie. Par contre, d'autres branches de l'industrie technologique sont encore loin d'avoir récupéré et sont encore près de 10% en dessous de leur niveau de 2019. Parmi ces branches, la situation continue d'être particulièrement difficile pour les fournisseurs de l'aéronautique, leur activité se situant toujours 40% en dessous de la normale...

GRAPHIQUE 6

Pour votre secteur, quelles sont les principales causes du déclin de l'activité économique ?



Depuis le début de la crise, des craintes planaient en matière de chaînes d'approvisionnement. Tout au long de l'année, ces problèmes se sont révélés de plus en plus intenses. C'est la raison principale pour laquelle depuis la fin du troisième trimestre, le pessimisme gagne du terrain dans l'industrie technologique. Ces difficultés vont jusqu'à l'immobilisation de lignes de production, voire la fermeture temporaire d'usines, faute de matières premières. La production se trouve donc fortement contrainte et ne peut répondre à la demande, ce qui fait perdre son élan à la reprise du secteur.

Des difficultés du côté de l'offre, qui ne sont d'ailleurs pas propres à l'industrie technologique, comme nous l'avons déjà abordé plus haut et comme le montre le graphique 6. Lors de notre précédente enquête, les difficultés vis-à-vis de la demande, déjà en recul, restaient tout de même encore plutôt présentes (un peu plus de 40%). Désormais, c'est beaucoup moins le cas (15,9%), alors que les contraintes liées à l'offre ne se sont pas atténuées. En effet, mis à part les secteurs interdits (seulement 0,8% des réponses en novembre contre 6% en mai), les résultats de notre enquête concernant les perturbations des chaînes d'approvisionnement (un peu plus de 20%) et le manque de personnel (approximativement 12%) n'ont pratiquement pas bougé.

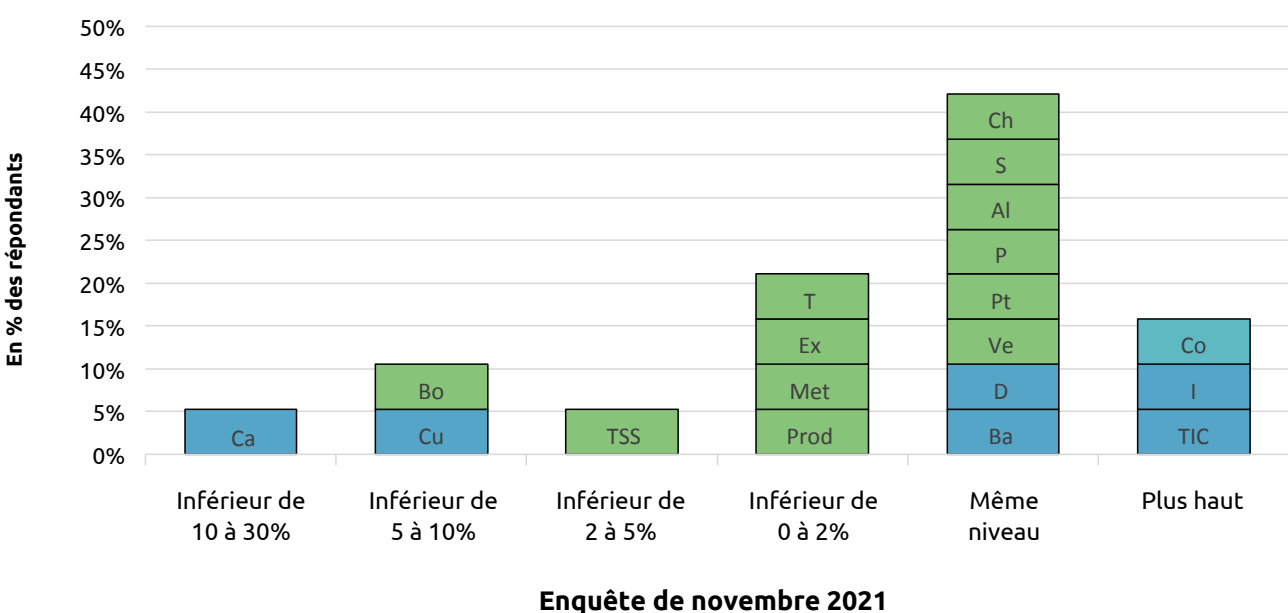
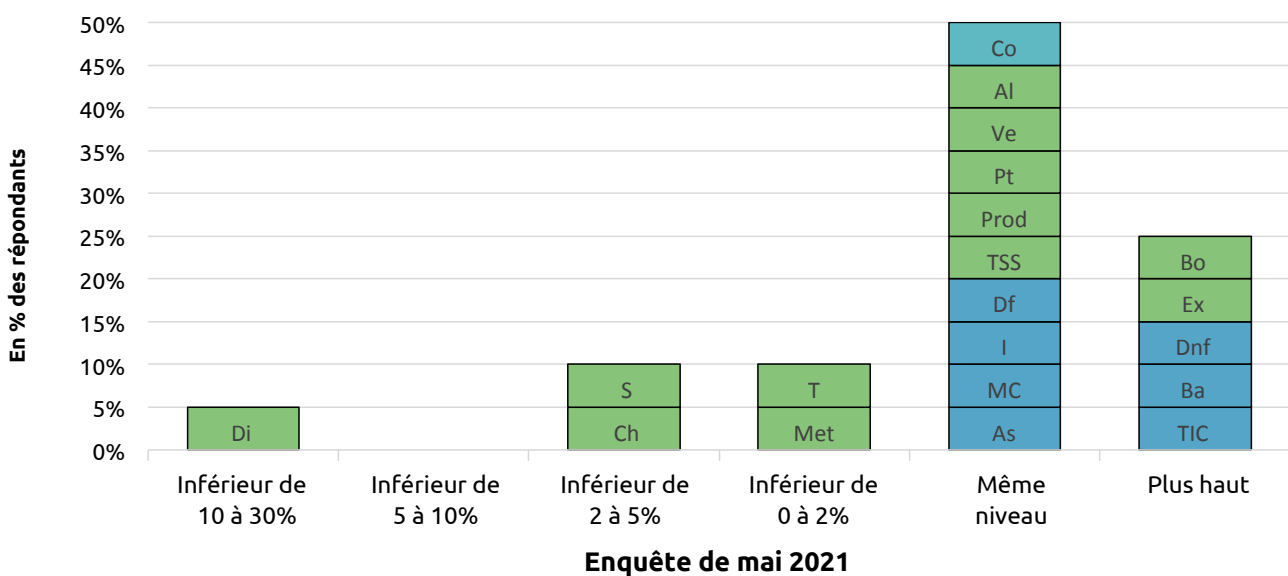
## Activité économique dans six mois

Lorsqu'on aborde le volet prospectif de notre enquête, l'optimisme vis-à-vis de l'activité économique dans les six prochains mois est moins marqué qu'en mai. Nous avons toujours une majorité de secteurs qui

anticipent une activité au même niveau ou en hausse dans les six prochains mois, mais avec moins d'ampleur (un peu moins de 60% en novembre contre 75% en mai).

### GRAPHIQUE 7

À quel niveau prévoyez-vous l'activité économique dans votre secteur dans 6 mois par rapport au niveau normal ?



Il y a aujourd'hui moins de secteurs anticipant une hausse d'activité dans six mois. Alors qu'ils étaient cinq en mai, ils ne sont désormais plus que trois (l'intérim, les TIC et la construction), parmi lesquels on ne retrouve plus aucun secteur industriel.

Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut (et nous reviendrons avec plus de précisions dans le cadre consacré aux pénuries), c'est en grande partie à cause de contraintes au niveau de l'offre, qui se font de plus en plus prégnantes.

C'est particulièrement le cas au niveau du secteur de l'**assemblage automobile**. Le secteur poursuit sa mue et la demande est bien présente. Malgré tout, contrairement à notre enquête précédente, il s'attend à une activité déprimée dans les six prochains mois.

Ce sont les pénuries de semi-conducteurs qui expliquent ce pessimisme. Comme nous l'avons abordé dans la partie internationale, l'essor du variant Delta cet été en Asie du Sud-est a entraîné des fermetures d'usines de micropuces importantes. La situation ne se normalise que graduellement en Malaisie, alors que le Vietnam fait face à un regain de l'épidémie depuis octobre. Or, ces deux pays sont d'importants producteurs en la matière, les retards continuent de s'accumuler dans la production et devraient mettre encore plus de temps à se résorber alors que la demande reste bien présente.

Cet impact négatif du côté des producteurs se retrouve de fait transmis aux **vendeurs de véhicules**, qu'il s'agisse d'utilitaires (inférieur de 5 à 10%) ou de véhicules privés (inférieur de 10 à 30%), dont les attentes d'activité prochaines sont aussi pessimistes.

Du côté du **bois**, les perspectives se sont aussi détériorées à cause de problèmes d'approvisionnement. Certes, le pic en matière de rénovation intérieure semble avoir été dépassé. Mais c'est surtout à cause des goulots d'étranglement dans les chaînes logistiques, à ce point considérables, qu'un regain de vigueur supplémentaire de la reprise n'est pas possible.

Par contre, pour l'**intérim**, secteur ayant particulièrement souffert lors des premiers confinements, les attentes d'activité dans les prochains mois se sont encore améliorées par rapport à notre enquête de mai.

D'un côté, cet optimisme est surtout porté par les services spécialisés et l'*outsourcing* d'expertise digitale. En effet, s'il y a bien un élément dont la prépondérance a été rendue encore plus évidente par la crise, c'est l'impérieuse nécessité d'accélérer la transition digitale.

Mais d'un autre côté, l'optimisme est atténué par un marché du travail qui continue de se tendre. Ayant naturellement chuté à l'éclatement de la crise, le taux de vacance d'emploi a déjà significativement dépassé lors du second trimestre 2021 son niveau d'avant-crise (ce qui est loin d'être le cas chez la plupart de nos voisins). Il y a donc encore plus de rareté sur le marché du travail, ce qui incite les entreprises à favoriser les engagements directs et à moins recourir à l'intérim.

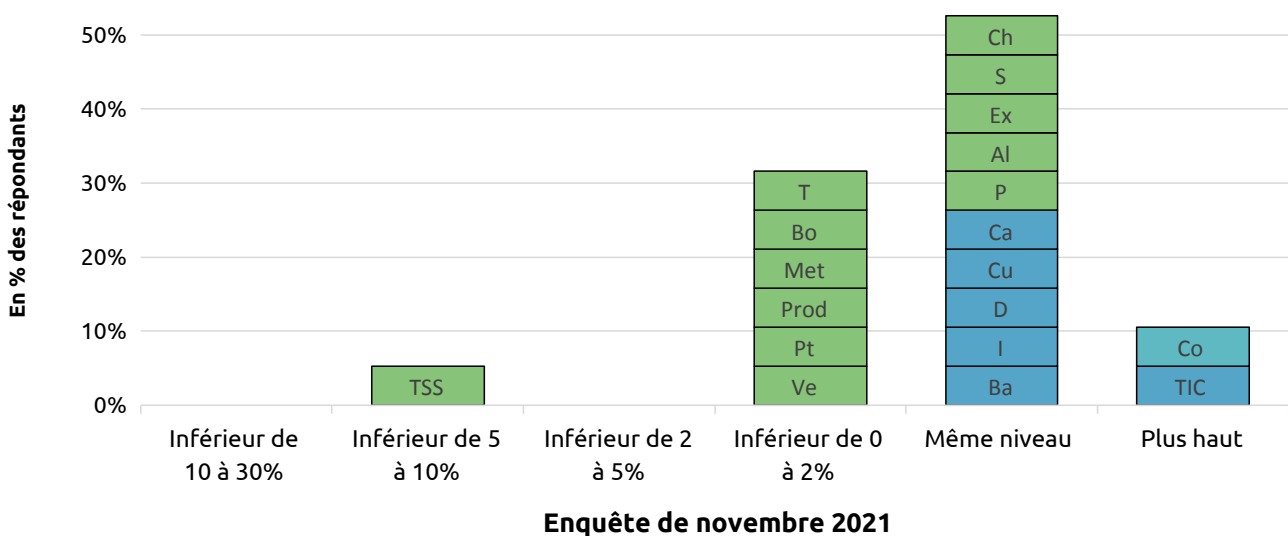
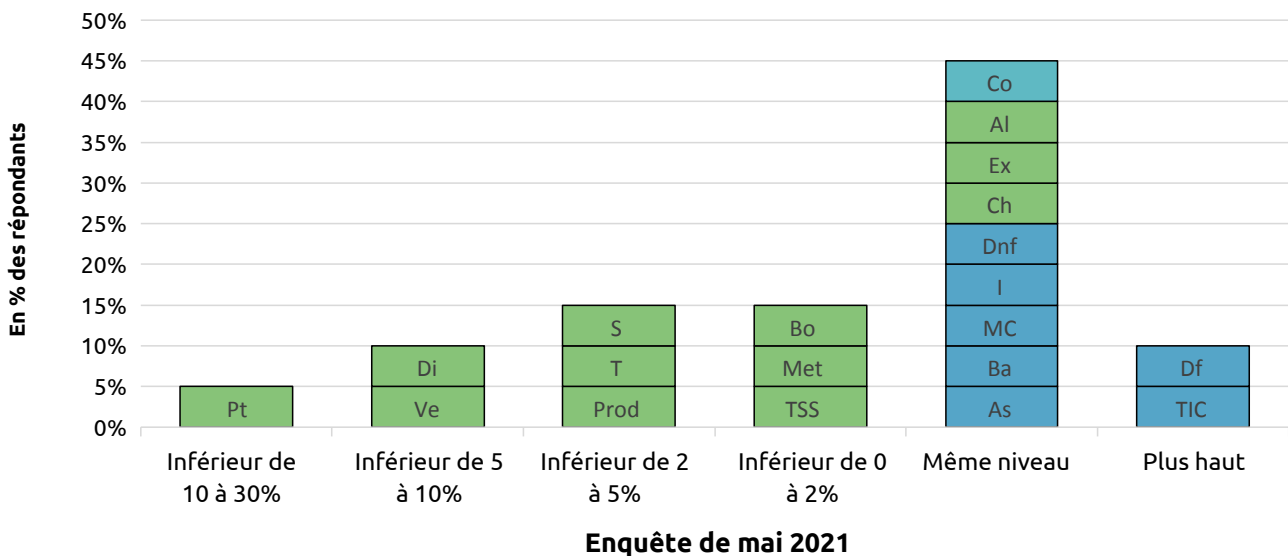
## Marché du travail

Quant aux attentes vis-à-vis de l'évolution future du marché du travail, les évolutions entre notre enquête de novembre et de mai restent limitées. La proportion de secteurs anticipant un statu quo ou une augmentation a légèrement augmenté (un peu plus de 62% en novembre contre 55% en mai).

Concernant les secteurs pessimistes, sauf l'**assemblage** (TSS), tous les secteurs anticipant une baisse prochaine de l'emploi s'attendent à une baisse plus mesurée qu'en mai, à savoir un impact négatif plus faible (de 0 à 2%).

### GRAPHIQUE 8

À quel niveau pensez-vous que l'emploi dans votre secteur se situera dans 6 mois par rapport aux niveaux normaux ?



D'ailleurs, parmi des secteurs pessimistes tels que la **production de machines** et les **produits métalliques**, si les attentes sont baissières, ce n'est pas forcément par nécessité de restructuration. Au contraire, depuis longtemps, ces secteurs se trouvent confrontés à une insuffisance de main-d'œuvre et à des postes qui restent trop longtemps vacants. C'est donc plutôt un problème d'offre de travail que de demande de main-d'œuvre. D'autres secteurs rapportent aussi de grandes difficultés à trouver du personnel, il paraît donc évident que ces entreprises ne s'attendent pas à réduire prochainement leurs effectifs.

D'un côté, la stabilité des attentes est positive et cela montre que le pire a été évité. En ce sens, l'assouplissement de l'accès au chômage temporaire pour cas de force majeure a pleinement joué son rôle. Il a permis au plus fort de la crise de donner une bouffée d'oxygène aux entreprises qui en avaient bien besoin et a au final permis de préserver l'emploi.

Désormais, le recours à cet instrument a atteint en octobre 2021 son niveau le plus bas depuis le début de la crise (1,2%) et l'écart entre les secteurs les plus atteints<sup>6</sup> et le reste du secteur privé n'a jamais été aussi réduit (4,3% pour les premiers et 1,3% pour les seconds). Des difficultés persistent au sein de certains secteurs, notamment les **agences de voyage et voyagistes** (10,7%), les **fabricants d'autres matériels de transport** (8,7%) et **l'industrie automobile** (10,2%, surtout à cause de la pénurie de semi-conducteurs, comme nous l'avons abordé plus haut). Toujours est-il qu'on est bien loin des chiffres relevés au plus fort de la crise.

Mais d'un autre côté, on ne peut ignorer que la stabilité de ces attentes illustre aussi que la situation se tend sur le marché du travail et qu'il s'agit donc d'une contrainte et d'une entrave supplémentaires vis-à-vis de l'offre et de la vigueur de la reprise (voir plus haut, graphique 6).

---

<sup>6</sup> Transport aérien, HoReCa, activités culturelles et sportives, agences de voyages et voyagistes.

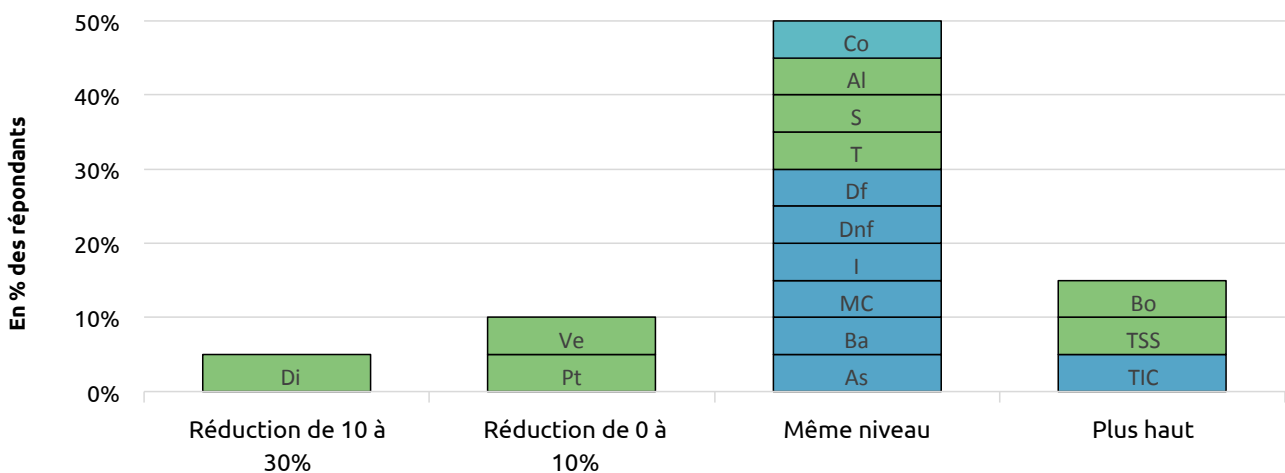
## Investissements

Par rapport aux plans d'investissement, les intentions de nos répondants sont de toute évidence passées à la vitesse supérieure. En effet, nous avons désormais un peu plus de 50% des répondants qui comptent augmenter leurs investissements dans les six prochains mois, contre 15% en mai. Ces attentes haussières représentent d'ailleurs la

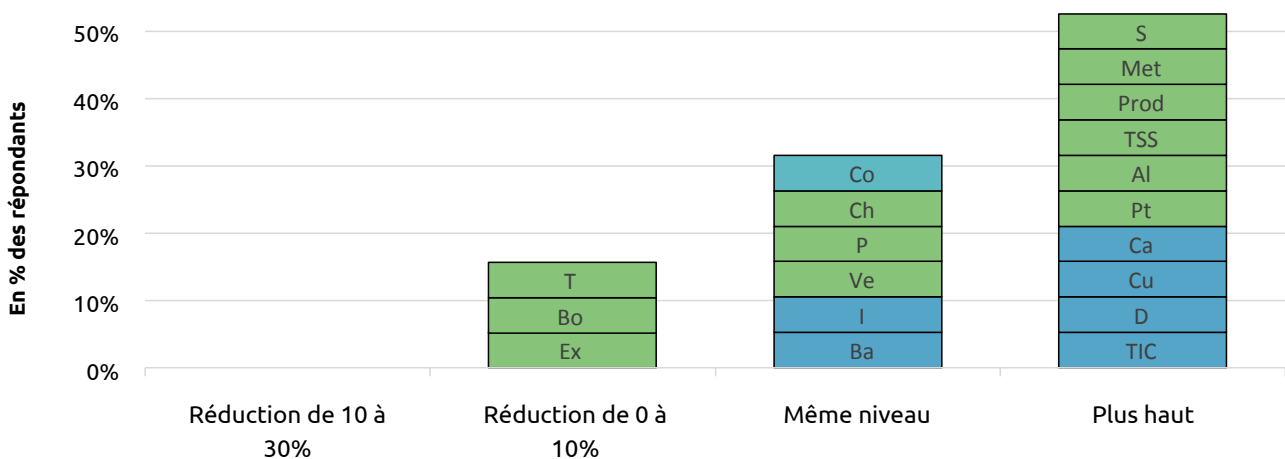
plus grande proportion de répondants, alors qu'en mai, elle se situait au niveau du maintien (50%) de leurs investissements. Le poids relatif des pessimistes n'a, lui, pas changé (à peu près 15%), la seule différence étant que nous n'avons plus de secteurs membres qui s'attendent à une réduction d'investissements au-delà de 10%.

### GRAPHIQUE 9

Comment envisagez-vous l'évolution des plans d'investissement dans votre secteur au cours des six prochains mois ?



### Enquête de mai 2021



### Enquête de novembre 2021



D'ailleurs, les échos en provenance du secteur **bancaire** confirment les résultats de notre enquête. En ce qui concerne les crédits aux entreprises, le marché reste très dynamique et la demande est désormais bien plus forte pour les crédits à moyen et long terme que pour les crédits à court terme. Les crédits à plus long terme sont typiquement destinés à l'investissement, alors que ceux à court terme ont en général pour objectif de financer les opérations journalières des entreprises. L'optimisme est donc de bon ton en matière d'investissements.

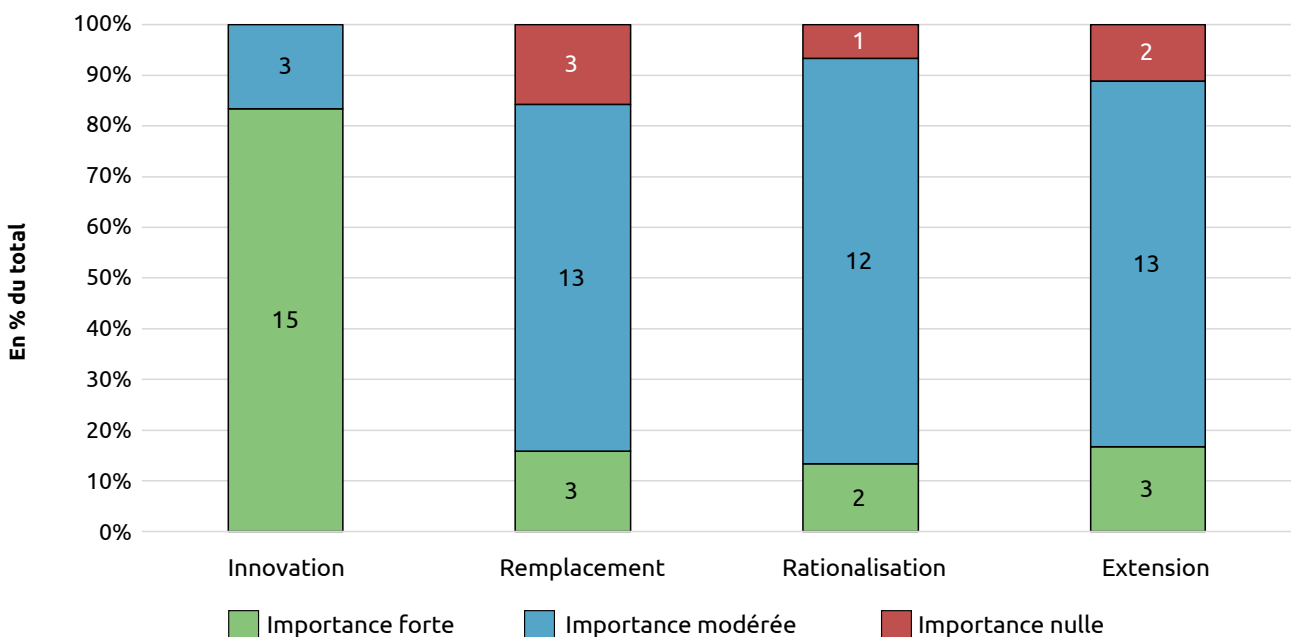
Lorsqu'on se tourne vers les raisons qui poussent nos membres à investir (graphique suivant), on voit bien que l'innovation revêt, et de loin, la plus grande importance. En effet, près de 80% déclarent que l'importance de l'investissement en innovation est forte. Pour les trois autres motifs (remplacement, rationalisation et extension), la plupart de nos secteurs leur accorde une importance modérée.

Les résultats de notre enquête montrent qu'une fois de plus, les entreprises n'ont pas perdu de vue l'importance de la digitalisation, de la transition énergétique et du verdissement et investissent donc en ce sens.

En effet, du côté du secteur **bancaire**, des progrès avaient déjà été faits ces dernières années en matière de digitalisation. Le nouveau paradigme imposé par la crise sanitaire n'a fait que renforcer ces nécessités et a poussé le secteur à poursuivre le développement d'outils digitaux (applications mobiles, banque en ligne, RegTech, etc.), tout en accélérant le remplacement de ses anciens systèmes informatiques pour en améliorer les performances. Pour l'**industrie transformatrice du papier** aussi, la digitalisation induit d'importants changements nécessitant des investissements.

GRAPHIQUE 10

Motifs d'investissement



Pour l'**industrie automobile**, qu'il s'agisse des **assembleurs** (TSS) ou des **vendeurs** (Ca et Cu), l'électrification du parc est à l'origine d'une importante mutation du secteur et stimule avec envergure l'investissement. De plus, du côté des vendeurs, de nombreuses adaptations se doivent d'être faites en termes de points de vente, d'offre de modèles de véhicules, mais aussi au niveau des stations de recharge et des ateliers de réparation des véhicules.

Pour les entreprises du **commerce de détail**, même si les plateformes étrangères dominent l'e-commerce, cela ne veut pas dire pour autant que les entreprises belges baissent les bras. Ces dernières sont conscientes depuis un certain temps de l'importance de ce revirement et cela se traduit dans des attentes d'investissement haussières. Malgré les difficultés propres à la Belgique<sup>7</sup> et même si cela prend du temps de générer un chiffre d'affaires suffisant en ouvrant de nouveaux webshops et, plus encore de la rentabilité, le développement de plateformes e-commerce attractives et performantes est un enjeu primordial pour le secteur afin de ne pas se faire davantage distancier par les plateformes étrangères.

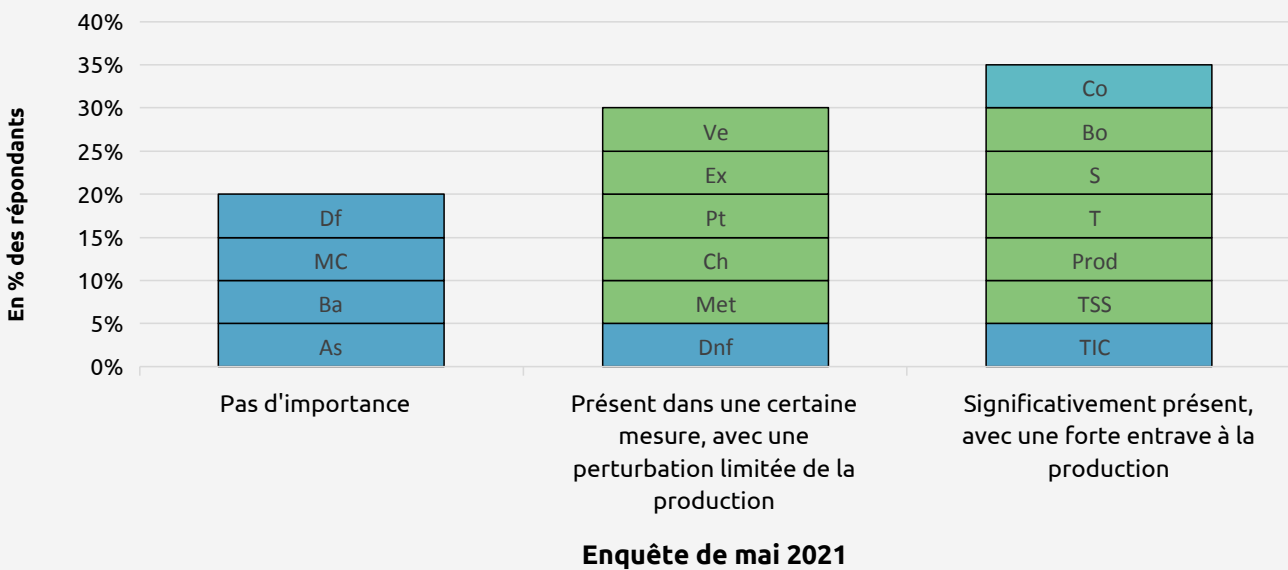
---

<sup>7</sup> Difficultés d'organiser le travail de soirée, coût du travail, etc.

## Des pénuries toujours plus présentes à l'origine de pressions croissantes sur les prix finaux

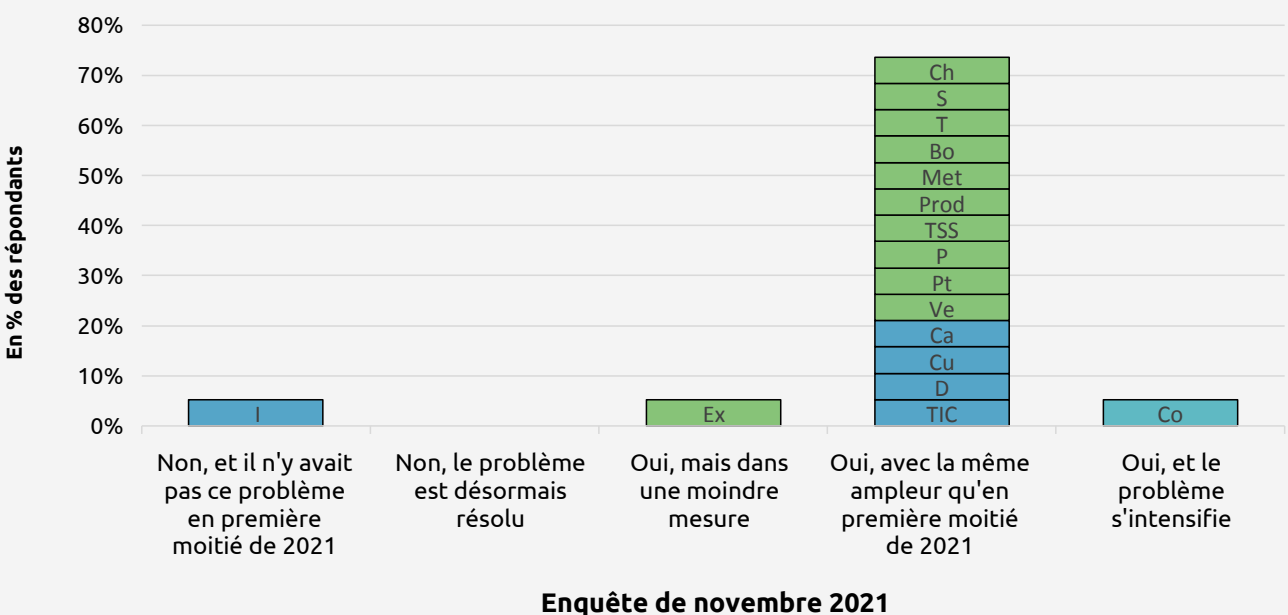
GRAPHIQUE 11

Quelle est l'importance des problèmes récents de pénurie/carence de certains intrants intermédiaires dans votre secteur ?



GRAPHIQUE 12

Votre secteur est-il confronté à des problèmes de retard/pénurie d'intrants?

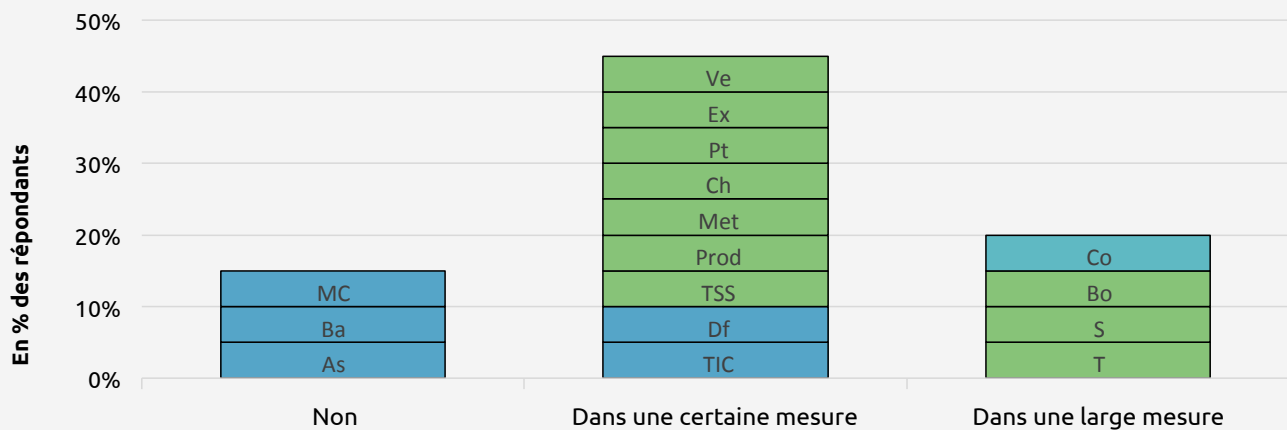


Les craintes initiales concernant des ruptures d'approvisionnements se sont malheureusement concrétisées, la propagation du virus ayant en effet causé des fermetures d'activités suite aux restrictions sanitaires. En parallèle d'une reprise vigoureuse et d'une forte demande, des retards se sont dès lors accumulés et les délais de livraison se sont allongés. L'offre ayant des difficultés à ajuster ses capacités de production et

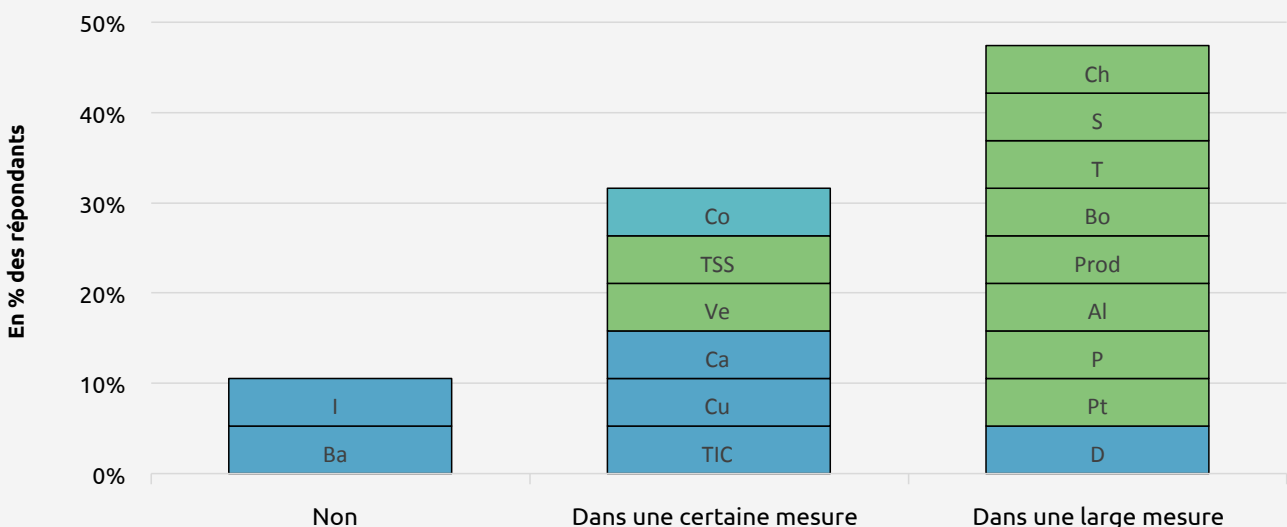
à répondre à la force de la demande, il s'en suit d'importantes pressions haussières sur les prix et l'activité se retrouve de plus en plus contrainte par l'offre. Entre mai 2020 et octobre 2021, les prix à la production<sup>8</sup> ont en effet connu une croissance de 37%. Lorsqu'on considère uniquement la production d'énergie<sup>9</sup>, les entreprises se retrouvent confrontées à une hausse de prix de 114% sur la même période...

### GRAPHIQUE 13

Dans quelle mesure l'augmentation des prix de ces intrants/biens intermédiaires obligera-t-elle les entreprises de votre secteur à augmenter leurs prix finaux ?



#### Enquête de mai 2021



#### Enquête de novembre 2021

Lors de notre enquête précédente, nous avons interrogé nos membres à ce sujet. Avec un constat sans appel : 65% rapportaient que la production était entravée par des pénuries d'intrants, avec 35% déclarant que cela pesait fortement sur la production. Dans notre enquête de novembre, nous avons demandé si ces problèmes persistaient, et si oui, avec quelle ampleur. Une fois de plus, un résultat très clair, étant donné que plus de 70% déclarent toujours être confrontés à ces problèmes avec la même intensité. Cela veut donc dire que pour des secteurs tels que le **bois**, la **sidérurgie**, le **textile** ou l'**assemblage**, leurs problèmes d'approvisionnement pesant fortement sur la production n'ont toujours pas trouvé de solution. Pire encore, pour la construction, les problèmes se sont même intensifiés entre notre enquête de mai et celle de novembre.

Puisque ces contraintes ont perduré, la question d'une transmission sur les prix finaux est elle aussi toujours d'actualité. Typiquement, une hausse de coûts n'est pas instantanément (et pas forcément proportionnellement) répercutée sur les prix finaux. En effet, la répercussion sur les prix finaux va dépendre des marges de manœuvre financières à disposition des entreprises, de la nature des contrats et de leur fréquence de renouvellement mais aussi des rapports de force sur le marché.

Notre enquête montre clairement que, puisque cette situation perdure, les pressions sur les entreprises de répercuter davantage la hausse des coûts dans les prix finaux se sont accrues. En effet, alors que dans notre enquête de mai, nous avons plus de secteurs qui comptaient augmenter leurs prix « dans une certaine mesure » (45%), nous avons désormais presque la moitié des secteurs qui estiment que leurs prix vont devoir augmenter « dans une large mesure ».

L'inflation a commencé à nettement s'accélérer en seconde moitié de 2021, et les résultats de notre enquête montrent donc malheureusement que cette accélération d'inflation devrait perdurer encore pendant un certain temps. Étant donné notre système d'indexation automatique des salaires, une spirale salaires-prix pourrait alors s'enclencher, ce qui mettra sous pression la compétitivité des entreprises mais aussi leurs parts de marché à l'exportation.

---

<sup>8</sup> Source : Indices des prix à la production, BNB.

<sup>9</sup> Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné.

### 3 Risques et prévisions

Notre enquête montre que l'économie belge s'est bien redressée au premier semestre 2021. Notamment grâce à un second trimestre d'excellente facture, notre économie a même retrouvé son niveau d'avant-crise (dernier trimestre 2019) au troisième trimestre, soit un trimestre plus tôt qu'attendu même par les prévisions les plus optimistes. C'est surtout la demande intérieure qui a rebondi plus rapidement qu'initialement envisagé. En effet, la demande des ménages pour certains biens de consommation et d'investissement a été très forte dans les derniers mois du confinement (vacances de Pâques) et la demande des services (HoReCa, événementiel, tourisme) s'est fortement redressée par après, une fois les mesures restrictives levées. Les investissements des entreprises ont, eux aussi, connu une dynamique très positive et ceci déjà depuis le 3e trimestre de 2020, en large partie due aux investissements importants et plus que jamais nécessaires dans le numérique.

Malheureusement, les résultats de notre enquête montrent que la reprise devrait perdre quelque peu de son souffle dans les prochains mois. En effet, les entreprises sont confrontées à quelques évolutions préoccupantes et ne perdent pas de vue que plusieurs risques pointent à l'horizon, d'où cet optimisme plus modéré dans les six prochains mois que lors de notre édition précédente.

La **première** évolution préoccupante à laquelle sont confrontés nos secteurs se situe du côté de la confirmation de l'**accélération de l'inflation** suite à la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Comme nous l'avons montré plus haut (voir cadre), dès la sortie des confinements, le retour en force de la demande de certains biens, combiné à une capacité de production et de transport limité (suite à un sous-investissement pendant la crise COVID et à certaines mesures COVID freinant encore la productivité), a fortement allongé les délais de livraison

et entraîné une forte hausse de prix pour les produits énergétiques et certaines gammes d'intrants et de biens intermédiaires. La forte hausse des prix énergétiques s'est immédiatement transmise aux prix à la consommation à partir de juin et l'inflation a alors fortement accéléré, passant de 1,6% en juin à 5,6% en novembre 2021.

Lors des précédentes négociations salariales pour le secteur privé, une indexation de 2,85% était envisagée pour la période 2021-2022. Selon les dernières prévisions du Bureau fédéral du Plan, l'indice santé lissé, qui est à la base de toutes les clauses d'indexation en Belgique, augmenterait de 5,5% au total en 2021-2022. Dès lors, avec un dépassement de l'indexation prévue de 2,5 à 3% (au moins), la marge de sécurité de 0,5%, qui a été prise en compte lors du calcul de la dernière norme salariale, ne sera évidemment pas suffisante. Un dérapage d'au moins 2% est à craindre, en surplus du handicap absolu actuel de 10 à 11%! Donc, en plus de la hausse des prix des intrants, les entreprises vont aussi être confrontées à une hausse de près de 5% des coûts salariaux en une seule année, du jamais vu depuis 1996. Cette perte de compétitivité pour nos entreprises va clairement peser soit sur la rentabilité de nos entreprises exportatrices soit sur nos parts de marché à l'exportation, ce qui est problématique étant donné l'importance des échanges commerciaux internationaux pour beaucoup de nos secteurs.

Un **second risque** se situe malheureusement une fois de plus au niveau de la **situation sanitaire**. Lors de notre précédente enquête, de mai, elle s'était améliorée (bonne progression de la campagne de vaccination, contaminations et admissions aux soins intensifs en baisse, etc.) et créait de l'optimisme au sein des entreprises. Mais face à la matérialisation d'une quatrième (Delta) et cinquième vague (Omicron) de contaminations lors du dernier trimestre de 2021 et l'inévitable renforcement des mesures, désormais la situation sanitaire représente de nouveau un risque

baissier pour l'activité économique. Même si les entreprises ont appris à vivre avec le virus et ont adapté leurs processus afin de pouvoir continuer de fonctionner, il n'en résulte pas moins que ces nouvelles vagues provoquent une poussée de l'absentéisme (contaminations, quarantaines préventives suite à un contact à risque, etc.) et créent des difficultés d'organisation et des contraintes supplémentaires pour les entreprises. De plus, le retour d'une accélération de la circulation du virus augmente le risque d'émergence de variants plus contagieux (comme le variant Omicron) et/ou résistants aux vaccins à notre disposition, renforçant des incertitudes qui pèsent sur la confiance des entreprises. Du côté des ménages, en plus de la forte hausse des prix de l'énergie, la nouvelle détérioration de la situation sanitaire engendre une certaine lassitude, pèse sur la confiance et renforce in fine l'incitant à l'épargne de précaution. Ceci pourrait freiner le rétablissement de la consommation privée dans les mois qui viennent, alors qu'elle avait très bien rebondi en 2021.

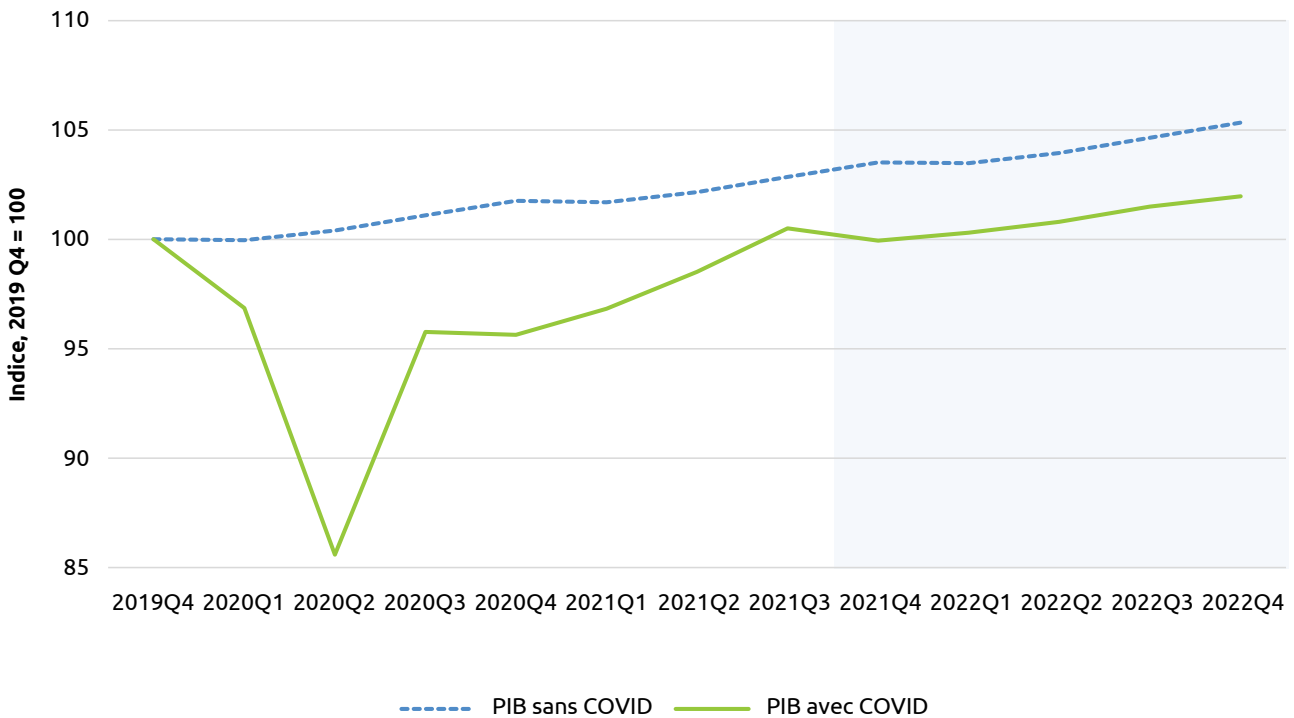
En plus des pénuries de matières premières et de l'absentéisme causé par le virus, la situation sur le **marché du travail** représente un **troisième risque** pour les entreprises. De nombreux secteurs nous ont en effet rapporté éprouver de grandes difficultés à embaucher, comme le montre le taux de vacance d'emploi, qui a déjà dépassé à la fin du premier semestre 2021 son niveau d'avant-crise. D'un côté, cela confirme que l'emploi a été préservé avec succès, en grande partie grâce à l'assouplissement de l'accès au chômage temporaire qui a permis d'alléger les charges des entreprises et d'atténuer la pression sur leur situation financière. Dès lors, le chômage n'a pas fortement augmenté (6,3% en octobre 2021 contre 5,3% en Janvier 2019), alors que le choc sur l'économie en 2020 a été violent.

Mais d'un autre côté, cela montre qu'il y a, malgré des poches de main-d'œuvre actives encore importantes dans certaines régions du pays, encore plus de rareté sur le marché du travail qu'avant le début de la pandémie et cela crée des problèmes à deux niveaux. Premièrement, d'un point de vue pratique, cela contraint et limite encore plus la hausse de la production. Parce qu'il n'y a pas assez de personnel, certaines entreprises n'arrivent tout simplement pas à adapter leur production pour suivre la cadence et satisfaire la demande. Deuxièmement, cela crée davantage de compétitions entre entreprises pour engager du personnel. Ainsi, cela renforce le risque de « wage drift », pousserait encore plus les salaires à la hausse et exacerberait davantage les pressions en matière de coûts salariaux. Cela rajouterait une couche à des coûts salariaux déjà en forte hausse du fait de l'accélération de l'indexation automatique décrite plus haut, avec à la clé une compétitivité des entreprises de nouveau mise à mal.

La forte croissance de l'e-commerce représente un **quatrième risque important**. Une partie de cette forte croissance était de circonstance du fait de la crise sanitaire mais, comme nous l'avons détaillé plus haut (voir p. 17), cela a aussi induit des changements sur le comportement des consommateurs, qui vont perdurer. En la matière, même si les entreprises belges ont bien progressé, les acteurs majeurs des plateformes d'e-commerce restent incontournables. Structurellement, le problème reste le même : leurs centres de distribution sont situés juste de l'autre côté de nos frontières et la valeur ajoutée créée par ce type de consommation des ménages se retrouve atténuée parce que la plupart des services commerciaux et logistiques sont fournis par des entreprises étrangères (= plus d'importations). De plus, cela pourrait remonter en amont des chaînes de valeur et inciter ces distributeurs à favoriser des producteurs plus proches, ce qui léserait les producteurs et les industries belges.

GRAPHIQUE 14

Comparaison entre le PIB avec et sans COVID



SOURCE BNB et calculs propres

En tenant compte des résultats de notre enquête et de ces quatre risques importants, nous nous attendons à ce que la vigueur de la croissance de la consommation et des investissements des ménages soit plus mesurée dans les prochains mois. Pour les investissements des entreprises, par contre, notre enquête montre que leur dynamique devrait encore s'accélérer dans les six prochains mois, contribuant positivement et encore plus fortement à la croissance en 2022.

Cependant, l'accélération de l'indexation automatique (voir page 30, premier risque) affectera négativement la position concurrentielle des entreprises belges. En parallèle d'un e-commerce toujours plus présent

et d'investissements en hausse, tous deux intenses en importations, notre balance extérieure contribuera négativement à la croissance en 2022. **En conclusion, nous pensons que l'économie belge connaîtra une croissance de 5,4% en 2021 puis de 2,2% en 2022.**



## 4 Conclusions et recommandations

L'économie belge a rebondi plus rapidement que prévu au cours de l'année 2021. De ce fait, l'activité économique a déjà retrouvé le niveau pré-COVID au 3<sup>e</sup> trimestre 2021. Toutefois, de sombres nuages s'amoncellent rapidement autour de cette embellie conjoncturelle soudaine. Premièrement, il y a le variant Omicron du coronavirus, très contagieux, qui risque de faire exploser à nouveau les contaminations au cours des prochains mois. Cela conduira certainement dans les mois à venir - au moins jusqu'à ce que la majorité de la population ait reçu sa troisième injection de rappel - à (encore) plus d'absentéisme pour cause de maladie et de quarantaine, à une interdiction continue de la vie nocturne et des grands événements, et peut-être aussi à une réduction (volontaire ou involontaire) des activités festives et touristiques. Et bien sûr aussi à (beaucoup) plus d'achats en ligne principalement auprès des grandes plateformes d'e-commerce étrangères. Autant d'éléments qui porteront un rude coup à la reprise de la croissance belge.

En outre, les entreprises belges subissent l'impact de la forte hausse des prix de l'énergie et de nombreuses autres matières premières. En conséquence, les prix des biens industriels ont augmenté de 37% en dix-huit mois. De plus, en raison de l'accélération de l'indexation des salaires, elles devront supporter une augmentation automatique de près de 5% des coûts salariaux dans les mois à venir. Pour la plupart des entreprises, cela revient à devoir choisir entre la peste et le choléra : soit enregistrer moins de bénéfices voire des pertes, soit augmenter les prix et perdre des parts de marché. De plus, cette dernière piste engendrera une spirale néfaste salaire-prix qui affectera encore davantage la compétitivité de nos entreprises.

Par ailleurs, les entreprises peinent à trouver aujourd'hui des remplaçants pour les travailleurs qui tombent malades (souvent pour une longue durée) ou prennent leur pension, y compris dans les fonctions peu qualifiées. Cela entraîne, d'une part, de la production manquée et, d'autre part, une pression à la hausse sur les salaires des travailleurs individuels (dérive des salaires), ce qui fait encore augmenter les coûts.

Enfin, il y a encore la question de nos finances publiques. Elle ne semblait pas constituer un problème ces dernières années, car l'augmentation des dettes n'était pas vraiment problématique compte tenu des taux d'intérêt extrêmement bas. Toutefois, avec l'augmentation de l'inflation dans la zone euro, il semble que la politique monétaire extrêmement souple par laquelle la BCE a acheté des obligations d'État à grande échelle et a fait baisser les taux d'intérêt à long terme devra bientôt être revue. Des taux d'intérêt à long terme plus élevés laisseront alors moins de marge de manœuvre aux autorités belges et les obligeront à mener une politique budgétaire plus prudente, avec moins de dépenses ou des impôts plus élevés.

Heureusement, les fédérations sectorielles et les entreprises qui sont déjà actives en Belgique ont indiqué dans notre enquête leur volonté de continuer à investir dans l'innovation et la digitalisation. Dans le contexte actuel (fortes augmentations automatiques des coûts salariaux, énergie chère et incertaine, marché du travail rigide et tendu), on peut toutefois craindre que notre pays passe systématiquement à côté de nouveaux investissements étrangers (citons l'exemple de l'installation manquée d'une usine de batteries chez Volvo Gand) et soit à nouveau confronté à la délocalisation d'autres activités industrielles. En plus de la perte de parts de marché à l'exportation et de notre faiblesse en matière d'e-commerce, nous semblons donc nous diriger vers une nouvelle période de croissance nettement plus faible que le reste de l'Europe.

Nos autorités publiques doivent donc faire tout ce qui est nécessaire dans la période difficile qui s'annonce pour contribuer à inverser ce tableau défavorable et relancer la croissance et l'emploi.

Elles doivent faire face à la crise sanitaire en offrant une injection de rappel du vaccin à une proportion aussi importante que possible de la population dans les prochaines semaines, et ce de manière accélérée. Elles peuvent certainement faire appel aux grands employeurs pour vacciner rapidement et efficacement. En outre, le télétravail peut temporairement et pour de courtes périodes (tant pour le bien-être des travailleurs que pour l'organisation du travail pour les employeurs) être appliqué là où il est possible mais il ne peut être question de fermer à nouveau les entreprises de production ou le commerce. L'application correcte du Guide Générique et des protocoles sectoriels existants concernant la distanciation, l'organisation du travail (qui a déjà en soi un impact défavorable sur la productivité), l'hygiène et la ventilation constituent le maximum que ces entreprises peuvent faire pour endiguer l'épidémie.

Les autorités publiques peuvent remédier à la crise de compétitivité en supprimant, bloquant temporairement ou réformant structurellement l'indexation automatique des salaires. Il faut pour le moins maintenir et appliquer correctement la loi sur la norme salariale, même si cela doit entraîner plusieurs années d'augmentations salariales réelles très modérées afin de corriger le dérapage actuel de notre handicap salarial.

Elles peuvent faire face à la crise de l'énergie en réduisant temporairement les taxes sur l'énergie et en choisissant un mix énergétique qui garantira à notre pays une énergie abordable et sûre à long terme.

La meilleure manière pour nos autorités de s'attaquer à la crise du marché du travail, en bonne collaboration avec les partenaires

sociaux, consisterait à alléger les charges sur le travail tant pour les travailleurs que pour les employeurs, à créer (enfin) un meilleur climat pour l'e-commerce en n'appliquant le régime du travail de nuit qu'à partir de minuit, à réintégrer autant que possible les 500.000 malades de longue durée sur le marché du travail (le plan Vandenbroucke est un premier pas dans cette direction) et à instaurer un bon système d'apprentissage tout au long de la vie qui motive et responsabilise tous les acteurs concernés (tous les citoyens en âge de travail, autorités publiques, travailleurs, employeurs, services de l'emploi et enseignement). Il ne s'agit donc pas d'imposer à une seule partie (les employeurs) des obligations linéaires et improductives (comme les 5 jours de formation obligatoire par employé par an). Ou encore d'améliorer la flexibilité uniquement pour les salariés, pour plus d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, sans prévoir parallèlement la flexibilité nécessaire pour les employeurs (cette dernière étant pratiquement inexistante depuis des décennies en raison du droit de veto des syndicats).

Toutes nos autorités devraient s'attaquer à la crise des finances publiques en commençant par éliminer les dépenses publiques improductives et les régimes d'allocation non activateurs. Elles créeront ainsi une marge de manœuvre pour les investissements nécessaires dans nos infrastructures.

L'augmentation de notre taux d'emploi à 80% (comme le veut ce gouvernement) contribuerait grandement aussi à soulager le budget public. Mais en l'absence des mesures précitées concernant le marché du travail et la compétitivité, il semblerait que notre taux d'emploi retombera à 70% au lieu d'augmenter vers les 80%.

Il y a encore une chance d'éviter que la Belgique redevienne le canard boiteux de l'Europe. Mais tous les indicateurs sont aujourd'hui à l'orange et il est urgent d'éviter qu'ils ne passent demain au rouge...



**Porte-parole des entreprises de Belgique, la FEB représente – au travers d’une quarantaine de fédérations sectorielles membres – plus de 50.000 petites, moyennes et grandes entreprises. Ensemble, elles assurent 75% de l’emploi dans le secteur privé, 80% des exportations et 2/3 de la valeur ajoutée créée en Belgique. Seule coupole d’employeurs au niveau interprofessionnel, la FEB représente les entreprises des trois Régions du pays.**

Retrouvez nos dernières publications  
sur notre site web

[WWW.FEB.BE](http://WWW.FEB.BE)